

Memorial
des
Großherzogthums Luxemburg.



MÉMORIAL
DU
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

Erster Theil.

**Acte der Gesetzgebung
und der allgemeinen Verwaltung.**

N^o 31.

PREMIÈRE PARTIE.

**ACTES LEGISLATIFS
ET D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE.**

Mittwoch, 3. Dezember 1856.

MERCREDI, 3 décembre 1856.

König-Großherzogliche Verordnung vom 1. Dezember 1856, wodurch der Vertrag vom 4.—28. November 1856, die Luxemburgischen Eisenbahnen betreffend, genehmigt wird.

Wir **Wilhelm III.**, von Gottes Gnaden,
König der Niederlande, Prinz von Oranien Nassau,
Großherzog von Luxemburg, &c., &c.,

haben;

Nach Einsicht des Art. 4 der König-Großherzoglichen Verordnung vom 27. November 1856 über die Revision der Verfassung;

Auf den Bericht des Conseils Unserer General-Administratoren (*);

Verordnet und verordnen:

Art. 1.

Der Vertrag vom 4.—28. November 1856, enthaltend die definitive Concession der Eisenbahn von Luxemburg nach der Nordgrenze des Großherzogthums und die Abänderung des dem Gesetze vom 25. November 1855 beigefügten Bedingungsheftes, ist genehmigt.

(*) S. diesen Bericht in Nr. 64 des zweiten Theiles des Memorials von diesem Jahre.

Ordonnance royale grand-ducale portant approbation de la convention du 4—28 novembre 1856, relative aux chemins de fer luxembourgeois.

Nous **GUILLAUME III.**, par la grâce de Dieu,
Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc., etc.,

Vu l'art. 4 de l'ordonnance royale grand-ducale du 27 novembre 1856, portant révision de la Constitution;

Sur le rapport du Conseil de Nos Administrateurs-généraux (*);

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1.

Est approuvée la convention du 4-28 novembre 1856, portant concession définitive au chemin de fer de Luxembourg à la frontière-nord du Grand-Duché, et modification du cahier des charges annexé à la loi du 25 novembre 1855.

(*) Voir ce rapport au N^o 64 de la seconde partie du Memorial de la présente année.

Art. 2.

Für die Mittel zur Bestreitung der Verbindlichkeiten, welche aus dem Art. 1, § 4 und dem Art. 2 § 1, des vorerwähnten Vertrages entstehen, soll durch ein besonderes Gesetz gesorgt werden.

Befehlen und gebieten, daß gegenwärtige Verordnung, sowie der durch dieselbe genehmigte Vertrag, in das Memorial des Großherzogthums eingetragen und von Allen, welche die Sache betrifft, vollzogen und befolgt werden.

Luxemburg, den 1. December 1856.

Für den König-Großherzog,

Deffen Statthalter im Großherzogthum
Luxemburg,

Heinrich,

Prinz der Niederlande.

Durch den Prinzen :

Der Sekretär des Königs für die Angelegenheiten des Großherzogthums Luxemburg,

G. D'OLIMART.

Das Conseil der General-
Administratoren,

SIMONS, Gen.-Adm. der
ausw. Angelegenheiten, Präsident.

WÜRTH-PAGUET, Gen.-
Adm. des Innern.

SERVAIS, Gen.-Adm. der
Finanzen.

EYSCHEN, Gen.-Adm. der
Justiz.

VON SCHERFF, Gen.-Adm.
der öffentl. Bauten.

Art. 2.

Il sera pourvu par une loi spéciale aux moyens de faire face aux obligations résultant de l'art. 1^{er}, § 4, et de l'art. 2, § 1^{er}, de la prédite convention.

Mandons et ordonnons,

Que la présente ordonnance, ainsi que la convention qu'elle approuve, soient insérées au Memorial du Grand-Duché, pour être exécutées et observées par tous ceux que la chose concerne.

Luxembourg, le 1^{er} décembre 1856.

Pour le Roi Grand-Duc :

*Son Lieutenant Représentant
dans le Grand-Duché de Luxembourg,*

HENRI,

PRINCE DES PAYS-BAS.

Par le Prince :

*Le secrétaire du Roi pour les affaires
du Grand-Duché de Luxembourg,*

G. D'OLIMART.

Le Conseil des Administrateurs-généraux :

SIMONS, Adm.-gén. des affaires
étrangères, Président.

WURTH-PAQUET, Adm.-gén. de
l'intérieur.

SERVAIS, Administ.-général des
finances.

EYSCHEN, Adm.-général de la
justice.

DE SCHERFF, Adm.-gén. des tra-
vaux publics.

275

CONVENTION DU 4 — 28 NOVEMBRE 1856.

ENTRE

le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, représenté par Monsieur *P. de Scherff*, Administrateur-général des Travaux publics, d'une part,

Et

Monsieur *Adolphe Favier*, banquier, demeurant à Nancy, d'autre part,

Et encore à l'intervention de Monsieur *Stephane Jouve*, ingénieur civil, demeurant à Nancy;

Il a été convenu, dans le but d'assurer la réalisation du réseau complet des chemins de fer Luxembourgeois, ce qui suit:

Article premier.

§ 1. Le sieur *Favier* s'oblige définitivement à exécuter la ligne du Nord concédée par la deuxième convention du 9 novembre 1855, approuvée par l'art. 2 de la loi du 25 novembre 1855, et renonce aux conditions de dépense et d'extension stipulées par ladite convention.

§ 2. Un plan et des projets complets embrassant tous les détails des travaux d'exécution et de ceux nécessaires à l'exploitation de la ligne seront soumis à l'approbation définitive du Gouvernement avant le premier septembre 1857.

Le concessionnaire aura la faculté d'adopter le tracé le moins coûteux et d'établir une rampe unique de trente millimètres par mètre au maximum, pour gagner le sommet des Ardennes, pourvu que le tracé soit d'ailleurs conforme aux prescriptions du cahier des charges.

§ 3. Le délai pour la construction et la mise en exploitation de la ligne entière est fixé à six ans, à dater de l'approbation des plans.

La section de Luxembourg à Diekirch devra être achevée en quatre ans et demi à dater de la même époque. Elle devra être achevée en quatre ans, dans le cas où une partie du tracé serait commune à la ligne de Trèves.

Le concessionnaire s'engage à rejoindre, dans le même délai de six ans, les extensions qui seraient établies sur les territoires prussien et belge, ou sur l'un de ces territoires, dans les directions de Spa, Aix-la-Chapelle et Schleiden.

Si l'une ou l'autre de ces extensions n'était établie qu'après l'achèvement de la ligne, le concessionnaire demeurera obligé de la rejoindre dans le délai à déterminer par le Gouvernement.

§ 4. Le Gouvernement accorde au concessionnaire une subvention de trois millions de francs pour les travaux de la ligne du Nord.

Un tiers de cette somme sera payé un an après le commencement des travaux concernant exclusivement la ligne du Nord. Le deuxième tiers sera payé un an après le premier paiement, et le troisième tiers, un an après le deuxième paiement.

Les paiements ne seront d'ailleurs effectués qu'autant que le concessionnaire aura fourni au préalable l'équivalent en acquisition de terrains ou travaux, savoir : pour le premier tiers sur la ligne de Luxembourg-Diekirch, et pour les deux autres tiers sur la ligne de Diekirch-Weiswampach, et qu'il aura rempli toutes les obligations que ses concessions lui imposent jusque-là.

La subvention sera remboursée au trésor du Grand-Duché sur la moitié de la portion du revenu net de toutes les lignes concédées excédant sept pour cent.

Les frais de construction des lignes seront justifiés par des pièces de comptabilité régulières et, en cas de formation d'une société anonyme, par la production de traités et marchés régulièrement conclus par le conseil d'administration.

Un règlement d'administration publique déterminera les formes suivant lesquelles le concessionnaire aura à justifier vis-à-vis de l'Etat et sous le contrôle de l'administration supérieure : 1° des frais annuels d'entretien et d'exploitation ; 2° des recettes.

§ 5. Pour assurer l'exécution de tous ses engagements concernant l'exécution de la ligne du Nord, le concessionnaire a fourni un cautionnement de cinq cent mille francs.

Un tiers de ce cautionnement sera remboursé après la mise en exploitation de la section de Luxembourg à Diekirch ; les deux autres tiers, après la mise en exploitation de la ligne entière.

Art. 2.

Le cahier des charges annexé à la loi du 25 novembre 1853 est modifié et expliqué comme suit, dans son application aux quatre lignes concédées.

§ 1. Les concessionnaires sont dispensés de toute contribution aux travaux de fortification, que l'établissement de la gare de Luxembourg et le passage par le rayon de la forteresse peuvent rendre nécessaires ; mais ils supporteront seuls les conséquences de la servitude militaire relativement aux constructions qu'ils établiront dans le rayon de la place.

Pour le cas où le Gouvernement exigerait l'emplacement de la gare dans l'intérieur des fortifications ou à un endroit plus rapproché de la place, que celui proposé par les concessionnaires dans les conditions indiquées ci-après, il bonifiera aux concessionnaires l'excédant de la dépense nécessitée par un pareil emplacement sur la dépense qu'entraînerait un emplacement choisi sous le canon de la place et que les concessionnaires auraient proposé dans des conditions reconnues acceptables par le Gouvernement, sous le rapport des tracés, de la défense de la place, et des communications avec la ville ; si mieux n'aime le Gouvernement se charger directement de l'exécution des travaux nécessités par un pareil déplacement.

En cas de désaccord sur le chiffre de la dépense affectée à chacun des emplacements, ce chiffre sera déterminé, en dernier ressort, par deux arbitres désignés l'un par le Gouvernement et l'autre par les concessionnaires, lesquels, en cas de désaccord entre eux, désigneront un surarbitre.

§ 2. Les terrassements seront immédiatement établis pour deux voies et le minimum du poids des rails est porté à trente kilogr. le mètre courant.

§ 3. Le tarif pour le transport des marchandises de troisième classe est réduit à quarante-cinq centimes par lieue et par tonne.

En cas de cherté extraordinaire des subsistances, l'administration supérieure aura le droit d'exiger la réduction temporaire du prix de transport pour les denrées d'approvisionnement, à trente centimes par lieue et par tonne.

§ 4. Le terme de nonante-neuf ans, fixé par l'art. 17 du cahier des charges, pour la durée de la concession, commence à courir, pour les quatre lignes concédées, à dater de l'époque fixée par les lettres privées annexées à la convention du 9 novembre 1855, pour l'achèvement des lignes d'Arlon et de Trèves.

§ 5. Les concessions accordées par la présente convention et celles du 9 novembre 1855 pourront être retrocédées dans leur ensemble, à charge, par les concessionnaires, de se soumettre vis-à-vis du Gouvernement à la stricte exécution de toutes les obligations résultant des dites conventions et du cahier des charges.

Les concessionnaires resteront néanmoins tenus solidairement de l'exécution de ces obligations jusqu'après la formation d'une société anonyme.

Art. 3.

Est intervenu le sieur Stéphane Jouve, ingénieur civil et concessionnaire, avec le sieur Favier, des lignes vers Arlon, Trèves et Thionville, lequel a déclaré consentir à toutes les modifications introduites par les présentes dans les clauses et conditions de la concession du 9 novembre 1855.

Les sieurs Favier et Jouve élisent domicile à Luxembourg pour l'exécution, tant de la présente convention que des conventions du 9 novembre 1855 et de leurs annexes.

Art. 4.

La présente convention est faite sous la réserve de l'approbation législative.

Fait en triple.

A Nancy, le quatre novembre mil huit cent cinquante-six.

(Signés) A. FAVIER. JOUVE.

A Luxembourg, le vingt-huit novembre mil huit cent cinquante-six.

(Signé) P. DE SCHERFF.

En exécution de l'art. 3 ci-dessus, nous déclarons élire domicile en l'étude de M^e Ch. Simonis, avocat-avoué à Luxembourg.

Nancy, le 4 novembre 1856.

(Signés) A. FAVIER. JOUVE.